



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

N° 33/2021 E

Arrêté préfectoral d'enregistrement
relatif à une restructuration interne et à une mise à jour du plan d'épandage
de l'élevage porcin exploité par le GAEC DE ROSCAVEN
au lieu-dit Roscaven sur la commune de MELLAC

LE PREFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement et notamment les titres 1er du Livre II et du Livre V (parties législative et réglementaire), avec en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 et suivants concernant l'enregistrement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2021-02-09-003 du 9 février 2021 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 262-2003 A du 22 septembre 2003 complété par l'arrêté préfectoral n° 145/07 AE du 18 octobre 2007, autorisant la SCEA DE ROSCAVEN à exploiter un élevage porcin et bovin au lieu-dit Roscaven en MELLAC ;

VU le récépissé de changement de statut juridique n° 29147002-2013/CSJ du 12 septembre 2013 établi au nom de M. GOENVIC Jean-Claude ;

VU la demande présentée le 2 juin 2020 par le GAEC DE ROSCAVEN pour l'enregistrement de ses installations dans le cadre d'une restructuration de l'élevage porcin susvisé accompagnée d'une mise à jour du plan d'épandage ;

VU le dossier technique annexé à la demande ;

VU l'avis émis par M. le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'agence régionale de santé, le 23 juin 2020 ;

VU le courrier de demande de complément adressé au pétitionnaire le 9 juillet 2020 ;

VU le complément de dossier déposé le 10 décembre 2020 ;

VU le rapport n° 2021 01876 et les conclusions de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées (DDPP) en date du 22 avril 2021 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDERANT les éléments techniques du dossier et l'avis favorable émis par l'ARS ;

CONSIDERANT qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

TITRE 1 PORTEE ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1 : Exploitation, durée, péremption

Les installations de l'élevage porcin exploitées par le GAEC DE ROSCAVEN sur le site de Roscaven sur la commune de MELLAC (siège social), faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées.

Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Chapitre 1.2. Nature et localisation des installations

Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime (*)
2102	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 : Installations détenant : 1. Plus de 450 animaux équivalents	1004 animaux équivalents répartis comme suit : ✓ 874 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs) ✓ 648 porcs de moins de 30 kg	E

(*) E enregistrement

Article 1.2.2 : Emplacements des installations

Les installations concernées sont situées sur la commune, lieudit et parcelles ou îlots suivants :

Commune	Site	Section	Parcelles/îlots
MELLAC	Roscaven	A	90 - 1052 - 1053 - 1055 - 1058 - 1059 - 1060 - 1112

Chapitre 1.3. Prescriptions techniques applicables

Article 1.3.1 : Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs (l'arrêté préfectoral n° 262/2003 A du 22/09/2003 complété par l'arrêté préfectoral n° 145/07 AE du 18/10/2007) qui sont abrogées, sauf les prescriptions suivantes qui sont conservés, précisés et actualisés au titre du bénéfice de l'antériorité des installations existantes :

- Maintien de l'exclusion du plan d'épandage des versants (parties en pente inclinées vers le ruisseau, affluent de l'Isole) des parcelles cadastrées section A1 n° 85, 86, 99, faisant partie de l'îlot 7 et implantées en prairie, situées sur la commune de MELLAC à l'Ouest de cet îlot n° 7 ;

- Maintien en aptitude 1 (fumier exclusivement) des parcelles cadastrées suivantes situées sur la commune de MELLAC :

- Partie Nord de l'îlot n° 7, cadastrée sous le n° 98 - section cadastrale A1 ;
- Partie Nord-Ouest de l'îlot n° 8, cadastrée sous les n° 110, 113 - section cadastrale A1 ;
- Partie Ouest de l'îlot n° 4, cadastrée sous le n° 248 - section cadastrale H1 ;
- Partie Nord de l'îlot n° 10, cadastrée sous le n° 122 - section cadastrale G4 ;
- Partie Nord-Ouest de l'îlot n° 1, cadastrée sous les n° 562, 563 - section cadastrale G4 ;

- Maintien des haies et talus implantés sur les îlots n° 3 et 4 situés dans les sections cadastrales H1 - H2 sur la commune de BANNALEC ;

- Maintien des haies et talus implantés sur l'îlot n° 13 situé dans la section cadastrale E1 sur la commune de MELLAC.

Article 1.3.2 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales et/ou autres textes en vigueur s'appliquant à l'installation

S'appliquent à l'installation les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2102-1 (élevages de porcs de plus de 450 animaux-équivalents) - arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié.

Article 1.3.3 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagement des prescriptions

Sans objet.

Article 1.3.4 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales, compléments, renforcements des prescriptions

Sans objet.

TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Chapitre 2.1. Aménagements des prescriptions générales

Sans objet.

Chapitre 2.2. Compléments, renforcement des prescriptions générales

Sans objet.

TITRE 3 PUBLICITE, MODALITES D'EXECUTION, VOIE DE RECOURS

Article 3.1 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3.2 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Article 3.3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le **- 5 MAI 2021**

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

Copie transmise à :

- Mairie de MELLAC
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- GAEC DE ROSCAVEN - Roscaven - MELLAC